



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
DE LA MEUSE**

**Service environnement -  
Unité eau**

**A.A.P.P.M.A LA GAULE MARNAVA LAISE  
16 Rue Valentina terechkova  
52100 SAINT-DIZIER**

Dossier suivi par :  
Maximilien BON  
Tél. : 03.29.79.92.12  
Fax : 03.29.76.32.64

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

**Création de frayères pour la Marne au lieu dit le Bas de Braux à ANCERVILLE**

**Accord sur dossier de déclaration**

Réf. :55-2022-00239

BAR-LE-DUC, le **09 SEP. 2022**

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**De création de frayères pour la Marne au lieu dit le Bas de Braux à ANCERVILLE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 26 Juillet 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Vous veillerez à **informer 8 jours avant** le démarrage des travaux, le service de police de l'eau à la **DDT**, Monsieur Maximilien BON (**03 29 79 92 12**) et le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (**OFB**) Monsieur Boris MANGEOL (**06 72 08 11 46**).

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie d'ANCERVILLE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la MEUSE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées

Pour le Directeur Départemental des Territoires  
La Cheffe de Service Environnement

  
Stéphanie MATHIS

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

5501 11-81